Equipes Populaires
8 rue du Lombard 5000 Namur

Contrastes

N° 192 Bimestriel ▪ Mai-Juin ▪ 2019

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE
Bureau de dépôt :
5000 Namur mail.
N° d'agréation : P 204078

Le féminisme sur tous les fronts

CC.Flikr G. Deghilage

LA PAROLE SE LIBÈRE

CC.Flikr J. Menjoulet

Contrairement à l'image dépassée que l'on se fait du féminisme et des féministes, la conquête de l'émancipation et de l'autonomie des femmes est multiforme et connaît un coup d'accélérateur, en particulier depuis les récents scandales d'abus sexuels et autres violences faites aux femmes dans la sphère publique et privée.

Comme le souligne Irène Kaufer dans une carte blanche publiée dans Le Soir du 4/06/2019 en réponse à un courant féministe radical #stopauxsalauds, « *s'il arrive que nous ayons des divergences, eh bien, c'est justement ce qui fait la richesse d'un mouvement qui n'est pas une secte, ni un parti avec un programme défini, mais un chemin qui se construit en marchant* ».

Ce chemin, il est en construction depuis près de 200 ans en Belgique et il n'est pas linéaire. Comme l'explique Marie-Thérèse Coenen, des courants divers ont traversé l'histoire du féminisme, dont la principale fracture est celle qui distingue les mouvements féminins (qui prônent l'égalité des droits) et les mouvements féministes (qui veulent l'abolition du système patriarcal).

Dans un futur proche ou lointain, les historiens se pencheront sûrement sur les raisons plus profondes de l'explosion actuelle des courants et mouvements féministes, mais aussi la diversification des combats qui s'expriment aujourd'hui. La parole se libère : de celles qui subissent des violences conjugales, qui sont méprisées parce qu'elles portent le voile, qui sont discriminées parce qu'elles sont lesbiennes, qui sont victimes de la « grossophobie », qui gagnent 20% de moins que leurs collègues masculins, qui subissent la charge mentale des tâches quotidiennes…

Mais le féminisme ne pourra crier victoire que quand toutes les femmes auront accès aux mêmes droits, y compris les moins favorisées. C'est ce que défend notamment le Collectif des 99%, qui accuse le « féminisme néolibéral » de sacrifier les femmes racisées et pauvres pour assurer leur propre ascension sociale. En matière d'inégalités socio-économiques, le nouveau mouvement de « grève des femmes » pour dénoncer les inégalités sur le marché de l'emploi remet également cette question des inégalités socio-économiques à l'agenda.

Les champs d'investigation du féminisme sont encore multiples et l'union sacrée entre tous les courants féministes est peu vraisemblable tant les débats sont vifs et les positions tranchées. Ce qui est sûr, c'est que, comme le souligne Irène Kaufer, « *il n'y a pas de bon ou de mauvais féminisme, il y a juste un combat dans toute sa diversité, pour le droit des femmes* ».

Monique Van Dieren

Equipe de rédaction :
Claudia Benedetto, Paul Blanjean, Guillaume Lohest, Monique Van Dieren
Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren*
Mise en page : *Hassan Govahian*
Editeur responsable :
Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
Prix au n° : 2 €
Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :
Versez 15 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom

Equipes Populaires

LES RACINES DU FÉMINISME CONTEMPORAIN

Le mouvement féministe est un mouvement social qui lutte collectivement contre les discriminations faites aux femmes, qui vise à instaurer l'égalité entre les hommes et les femmes et à garantir leur émancipation et autonomie. La méthode pour atteindre ce but diverge selon les composantes du mouvement : les unes préconisent l'adaptation progressive des règles de la société, les autres dénoncent la société patriarcale et veulent son abolition. Cette première fracture durable marque la frontière entre mouvements féminins et mouvements féministes.[1]

M.T. Coenen

Les historiennes du féminisme ont pris l'habitude de présenter ce récit en « vagues » qui se succèdent et se chevauchent plus ou moins. Cette approche est aujourd'hui dépassée. Les mouvements féministes s'ancrent dans une chronologie précise et agissent dans une société donnée, mais leurs effets se poursuivent comme des lames de fond. Avec les années, d'autres priorités viennent à l'avant plan, mais elles n'éliminent pas les revendications antérieures. Les problématiques et les mobilisations qu'elles entraînent se superposent aux autres plus anciennes, sans discontinuer[2].

Une dynamique historique

En Belgique, le premier féminisme est porté par Zoe Gatti De Gamond, dès les années 1830, et est poursuivi par sa fille Isabelle. L'enjeu est la formation des filles et leur droit à accéder aux études supérieures, à obtenir un diplôme et à pouvoir exercer les métiers auxquels il prépare. Cela se traduit par la création de cours supérieurs et la mise en place d'institutions d'enseignement général. Cette préoccupation de la formation des filles reste présente avec comme cibles, les stéréotypes de genre en matière de parcours scolaire, comme par exemple dans la pratique des mathématiques ou des sciences « dures », dans certaines filières professionnelles (métiers du bâtiment, informatique), etc. La campagne, « un métier qui n'est pas pour les filles, cela n'existe pas », lancée par Miet Smet dans les années 1985, fonctionne toujours et est régulièrement actualisée ![3]

Contrairement à la France ou l'Angleterre, où la revendication du droit de vote est la priorité du combat féministe, en Belgique, à la fin du dix-neuvième siècle, c'est la bataille de la réforme des droits : code civil et droits économiques, qui concentre les énergies. La première association féministe, la Ligue belge du droit des femmes et d'autres après elle, se mobilise et arrache quelques avancées comme le droit des femmes mariées à toucher leur salaire, à avoir un livret d'épargne, le droit d'ester en justice. C'est l'autorité maritale consacrée par le code civil qui est dénoncée. Ce combat pour l'égalité de droit se poursuit pendant tout le vingtième siècle et sera porté par les premières femmes parlementaires tant à la Chambre qu'au Sénat et ce n'est que progressivement que la loi et les codes éliminent les différences entre le droit des hommes et le droit des femmes. ▶

Marche mondiale contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes (Lausanne, 24/11/18).
Photo CC.Flikr G. Deghilage

▶ Aujourd'hui, cette vigilance reste de mise, relayée dans la forme par ce qu'on appelle le féminisme institutionnel, constitué par des organes mis en place par les Autorités pour émettre des avis et formuler des recommandations. Le premier a été installé en 1975 et porte aujourd'hui le titre de Conseil fédéral de l'égalité des chances. En Wallonie, ce rôle est tenu par le Conseil wallon pour l'égalité des Hommes et des Femmes (CWEHF) et à Bruxelles, par le Conseil bruxellois de l'égalité entre les Femmes et les Hommes (CEFH). Au niveau fédéral, en 2003, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH) a été créé pour répondre à la directive européenne sur les discriminations. Il est chargé de garantir et promouvoir l'égalité des femmes et des hommes, de combattre toute forme de discrimination ou d'inégalité fondée sur le sexe, et d'ancrer l'égalité dans la société afin qu'elle devienne une évidence dans les mentalités et les pratiques. Le législateur lui a donné des missions de recherches, de suivi des plaintes y compris du fait des violences subies par les femmes. Il assure aussi la formation et le suivi dans l'application des lois visant la participation des femmes (Etat, administration, entreprises…).[4]

Maternalisme VS égalitarisme radical

Dans l'entre-deux-guerres, des groupes féministes prônent l'émancipation des femmes par le travail, mais d'autres mouvements bien plus puissants, revendiquent la maternité comme rôle social prioritaire. En exigeant une protection égale pour les hommes et les femmes dans le milieu du travail, le mouvement féministe s'oppose frontalement aux options prises par le mouvement ouvrier, qui opte ouvertement pour une approche maternaliste, voire essentialiste : par nature, la mission de la femme est d'enfanter. Taxé de bourgeois, ce féminisme « égalitariste radical » porté par le Groupement belge de la Porte ouverte, sera combattu par les organisations ouvrières féminines, tant du côté socialiste que chrétien. Après la seconde guerre mondiale, ce groupe restera très actif dans la dénonciation et dans la revendication des droits socioéconomiques des travailleuses, et des droits politiques et juridiques. Bon nombre de ses revendications seront reprises et développées par d'autres organisations (Femmes pour la paix, Femmes communistes, etc.). Aujourd'hui, le maternalisme n'a pas entièrement disparu. Il se dilue dans un discours « égalitaire » portant sur l'articulation entre la famille/travail. Beaucoup de mesures portant sur les congés « familiaux », sur l'aménagement du temps de travail, etc. relèvent de cette idéologie, sans requestionner ou de manière très secondaire, leur impact sur l'égalité des hommes et des femmes.

Les Dolle Mina's en Flandre, les Marie Mineur et d'autres militantes organisent des coups d'éclat, comme le sabotage de la soirée du concours Miss Belgique en 1971. En 1972, Marie Denis réunit un groupe autour d'elle pour écrire et illustrer, à l'instar du petit livre rouge des écoliers, un petit livre rouge des femmes qui dénonce l'oppression des femmes dans le travail, dans la double journée, la sexualité et la maîtrise de la fécondité. « Ce féminisme est joyeux, tapageur, et provocateur et se construit en marge des organisations féministes traditionnelles »[5], voire même en opposition et en cultivant la méfiance vis-à-vis de toute institutionnalisation. Il surfe sur la veine de l'autogestion et des luttes alternatives qui s'invitent partout dans la société et dans les entreprises.

Le 11 novembre 1972 se tient la première journée des femmes… Les organisatrices, des groupes féministes peu structurés, francophones et néerlandophones, attendent 1000 personnes. Il en vient 8000 au Passage 44, à Bruxelles. Simone De Beauvoir et Germaine Greer sont les invitées. L'accent est mis sur la libération de la femme et sur un problème fondamental, l'avortement, un « crime » qui condamne de nombreuses femmes à subir des avortements clandestins et plusieurs, à en mourir.

Les questions de l'avortement et d'accès à la contraception s'invitent à la Une de l'actualité, avec l'arrestation du Docteur Peers, en 1973. Gynécologue, militant communiste, il pratique des avortements à Namur à la demande de ses patientes. Sur ce terrain, les organisations laïques, qu'elles soient libérales ou socialistes, s'unissent pour revendiquer, avec les féministes, la réforme de l'article du code pénal qui condamne à des peines de prison, tant celui ou celle qui pratique un avortement que celle qui l'a subi volontairement. Ce combat trouve son

issue avec l'adoption de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse pour raison de détresse de la femme ou de santé. Aujourd'hui encore, la mobilisation se poursuit pour sortir l'interruption volontaire de grossesse du code pénal et revoir la loi de 1990.

En Belgique, après les « journées nationales des femmes » du 11 novembre qui, du côté francophone se sont organisées jusque dans les années 1980, mais qui perdurent toujours du côté néerlandophone, c'est désormais le 8 mars, journée internationale des femmes qui réunit toutes les organisations, groupes formels et informels et initiatives de tous ordres avec à chaque fois, une plateforme négociée de revendications communes. En mars 2019, le collecti·e·f 8 maars lance une première grève féministe : « si toutes les femmes s'arrêtent de travailler, de soigner, de faire à manger, de s'occuper des autres, le monde s'arrête»[6].

A travers ce parcours, quelles que soient ses lignes de forces, le mouvement féministe montre sa capacité à se renouveler, à réfléchir les contradictions qu'il rencontre. Il s'invite et met à l'agenda public. Il se mobilise autour de thèmes et de réalités vécues et, au-delà des formes et des expressions qu'il prend, partage un consensus sur les obstacles qui restent à surmonter : une inégalité sexuée qui se maintient même si les formes changent, une violence de plus en plus dénoncée des hommes exercée sur les femmes (et les hommes féminisés), une assignation des femmes au soin, aux tâches ménagères et à l'éducation de la nouvelle génération, une insécurité et une illégitimité construites des femmes dans l'espace public (y compris du travail et de la politique). Il ne faut pas se fier aux impressions de « l'égalité déjà là », aux discours et publicités sur les nouveaux pères et aux mises en avant de femmes « qui ont réussi » dans l'entreprise ou la politique : les statistiques sur l'occupation des temps restent quasiment invariables ces dernières décennies, enquêtes après enquêtes tant nationales qu'européennes et internationales. Enfin, il reste un mur infranchissable, l'individualisation des droits sociaux. Cette revendication qui fait consensus parmi les féministes, n'arrive pas à infléchir notre vivre ensemble, à briser cette dernière (?) résistance du patriarcat !

Marie-Thérèse Coenen,
avec une relecture de
Claudine Lienard et
Christine Machiels.

LES TABOUS SE BRISENT

De plus en plus, le mouvement féministe brise le silence sur les violences faites aux femmes : crime passionnel, viol, inceste, femmes battues par leur conjoint, autant de situations souvent classées sans suite dans les commissariats de police et par les tribunaux… Des associations se créent, des refuges se montent en urgence, des campagnes dénoncent… Des associations se spécialisent dans la formation des femmes à l'autodéfense, pour qu'elles puissent se sentir libre dans l'espace public ou privé.
Chaque année, plus de 45.000 dossiers sont enregistrés par les parquets, et toutes ne déposent pas plainte. En 2010, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes estimait qu'en Belgique, une femme sur sept avait été confrontée à au moins un acte de violence commis par son (ex) partenaire et en 2013, la violence conjugale avait coûté la vie à 162 personnes.

Le harcèlement sexuel sur le lieu du travail bénéficie depuis 1994 d'une mesure protectrice, coulée dans la loi de 1998 sur le bien-être au travail. C'est une belle avancée même si cela ne règle pas toutes les relations professionnelles. Ces dernières années, les campagnes « ≠meetoo », « balance ton porc », le documentaire de Sofie Peeters, Femmes de la rue (2012) sur le harcèlement quotidien dans la rue, dénoncent sans concession l'idée machiste que le corps des femmes est « disponible » aux envies et pulsions sexuelles des uns et des autres. A l'instar des insultes xénophobes, racistes et antisémites qui fleurissaient dans les années 1980 et qui ont donné lieu à l'adoption de la Loi Moureau qui pénalise tout acte et paroles définis comme racistes, xénophobes ou antisémites, la loi pénalise désormais tout acte sexiste et les injures à portée sexiste, mais la difficulté réside dans l'application et dans la preuve.

D'autres champs sont investigués. Les féministes s'interrogent aussi sur la prostitution, sur la pornographie et sur l'image abusive du corps de la femme. Pour certaines, il s'agit d'une forme extrême de l'oppression sexuelle des femmes. Pour d'autres, c'est la liberté de chaque individu de disposer de son corps comme il l'entend. C'est une forme de réappropriation de leurs corps par les femmes elles-mêmes et pour le cinéma pornographique féministe, une capacité de création culturelle. Les débats sont durs et les positions irréconciliables.

1. Les théories féministes se sont approfondies et nuancées. A ce propos nous vous invitons à lire l'introduction de Florence Degavre et Sophie Stoffel: Degavre F., Stoffel S., *Diversité des féminismes*, Bruxelles, Université des femmes, 2008, p. 7-19 .ainsi que le petit ouvrage de Nicole Van Enis, Féminismes pluriels, Bruxelles, Éditions Aden,2012. C'est le cadre théorique mobilisé dans son mémoire FOPES.
2. Jacques C., « Féminisme », Gubin E., Jacques C., Marissal C., *Encyclopédie d'histoire des femmes. Belgique, XIXe-XXe siècles*, Bruxelles, Racine, 2018, p. 204. Cette encyclopédie est une mine de renseignements. (disponible au CARHIF, prix réduit pour les lecteurs et lectrices de *Contrastes*)
3. Machielsens M., *175 ans de femmes. Egalité et inégalités en Belgique 1830-2005, une publication du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes*, Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes, Bruxelles, 2005. L'édition est gratuite ou téléchargeable sur : www.conseildelegalite.be
4. Pour les comités d'avis, voir le mémorandum signé conjointement par les trois comités en avril 2019. https://www.cesewallonie.be/sites/default/files/uploads/publications/pdf/Memorandum%20commun2019_FR.pdf. Pour l'Institut, voir le rapport annuel https://igvm-iefh.belgium.be/fr
5. Jacques C., « Féminisme », *Encyclopédie*, p. 222
6. https://www.axellemag.be/breves/le-collecti-e-f-8-maars/

L'ENGRENAGE INFERNAL

Dans leur famille, au travail, à l'école, dans les médias ou les institutions, chaque femme subit au cours de sa vie des violences particulières, parce qu'elle est une femme. Il ne s'agit ni de cas isolés, ni de malchance. Comme dans un engrenage infernal, les multiples formes de violences s'articulent. Ces violences relèvent toutes d'un même mécanisme de pouvoir qui permet de maintenir les privilèges des hommes au détriment des droits, de l'intégrité et de l'autonomie des femmes.

CC.Flikr J. Menjoulet

« C'est pas si grave »,
« C'était juste pour rire »,
« C'est arrivé qu'une fois », …
Ces phrases, nous les avons tou·te·s déjà entendues. A propos d'un rapport sexuel qu'on ne désirait pas, d'une « blague » sur les blondes ou bien d'un partenaire jaloux.
En faisant planer le doute sur leur gravité, voire en les remettant carrément en question, ces phrases banalisent les violences vécues par les femmes. Et c'est ainsi une nouvelle violence qui leur est infligée. Mais tolérer l'une ou l'autre forme de violence contre les femmes, c'est accepter leur principe et, donc, légitimer toutes les autres.

Une impunité révoltante

Passées sous silence, banalisées, excusées, niées, ces violences restent largement sous-estimées. Invisibilisées, incomprises, décrédibilisées ou culpabilisées, beaucoup de femmes renoncent à dénoncer leur agression. Les femmes qui portent plainte reçoivent un accueil aléatoire des services de police[1] et doivent affronter des procédures judiciaires longues, couteuses et éprouvantes. Et, finalement, les victimes obtiennent rarement la réparation qu'elles sont en droit d'exiger.

Combien de mortes en plus pour que ça change ?

Au moins 39 en 2017, au moins 36 en 2018, au moins 11 depuis le début de 2019, ... C'est le nombre de féminicides, femmes assassinées en Belgique parce qu'elles étaient des femmes[8]. Un chiffre qui fait froid dans le dos, d'autant plus comparé aux statistiques des grands pays voisins[9]. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, de nombreuses situations de violences contre les femmes n'étant jamais recensées auprès de la Justice.
Dans un lourd climat de peur et de haine des étrangers qui s'est récemment traduit dans les urnes, face à la surmédiatisation de féminicides par des inconnus dans l'espace public par rapport aux féminicides par des (ex)compagnons qui représentent plus de 90% de ces crimes, il importe aussi de rappeler que c'est au sein de leur couple et de leur famille que les femmes sont le plus exposées aux violences machistes. Il s'agit d'une véritable urgence sociale.

Malgré cela, s'attaquer aux violences contre les femmes ne fait à l'évidence pas partie des priorités politiques. Depuis 2001, un Plan d'Action National (PAN) contre les violences faites aux femmes est élaboré tous les 4 ans pour coor-

donner les politiques en matière de violence aux différents niveaux de pouvoir. Le prochain est prévu pour 2020-2024. Mais ces plans énumèrent une série de mesures sans qu'aucun budget propre ne leur soit alloué[10].

Pour se conformer aux divers engagements pris par la Belgique, les autorités ont récemment pris quelques dispositions pour améliorer la lutte contre les violences faites aux femmes, essentiellement en matière de sensibilisation et d'accueil. Mais il s'agit de mesures limitées et ponctuelles, sans véritable coordination ni perspective à plus long terme, qui ne parviennent toujours pas à élaborer une véritable politique de lutte contre les violences faites aux femmes.

Un rapport alternatif pour une politique volontariste

Depuis 2018, une cinquantaine d'associations féministes actives contre les violences faites aux femmes et de services spécialisés accompagnant les victimes ou les auteurs ont mis en commun leurs **constats de terrain qui contrastent fortement avec les communications officielles sur l'état de la lutte contre les violences** en Belgique. Peu sollicitées par les pouvoirs publics pour l'élaboration des politiques en la matière, ces organisations se sont attelées à la rédaction d'un **rapport alternatif sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul**, premier texte international contraignant sur les mesures à mettre en œuvre pour la prévention de toutes les formes de violences faites aux femmes, la protection des victimes et la poursuite des auteurs[11].

Ce rapport démontre que **la Belgique respecte mal ou pas du tout 80% des articles de cette Convention**. Les organisations soulignent en particulier des **approches variables** des violences faites aux femmes, **peu de mesures structurelles et pas toujours pertinentes** en regard des besoins sur le terrain et une **absence de budget spécifique, suffisant et transparent**. Cela a des conséquences importantes sur les **pratiques et modes d'interventions qui s'avèrent aléatoires, parfois contradictoires, inutiles, voire dangereux pour les victimes** dans des domaines aussi variés que la prévention, la formation des professionnel·le·s, l'hébergement, la protection, le soutien et l'accompagnement des victimes et des enfants exposés, l'accès aux droits particulièrement pour les femmes les plus vulnérables ou encore les poursuites judiciaires[12].

- 20% des Belges estiment que les victimes inventent, exagèrent ou provoquent les violences[2]
- 78% des Wallonnes victimes de sexisme dans l'espace public n'ont reçu aucun soutien des témoins[3]
- 90% des viols ne donnent lieu à aucune plainte[4]
- 70% des dossiers de violences conjugales sont classés sans suite[5]
- 96% des plaintes pour viol[6] et 89% des plaintes pour violences conjugales[7] n'aboutissent à aucune condamnation

Face à ces constats, les organisations spécialisées appellent à ce que la Belgique respecte ses engagements en faisant de la **lutte contre les violences faites aux femmes une priorité systématique dans une politique intégrée impliquant tous les niveaux de pouvoir en collaboration étroite avec les organisations de terrain de façon à changer en profondeur les pratiques et adapter au mieux les moyens, y compris budgétaires**.

Pour une société sécurisante, pas sécuritaire

Dans un contexte où les politiques d'austérité, racistes et sécuritaires sont menées avec toujours plus de détermination, continuant à diminuer l'autonomie économique des femmes, indispensable pour sortir des situations de violences et de plus en plus nécessaire pour entamer des démarches en justice, il est indispensable d'opérer un changement de cap radical. Dans une récente carte blanche commune, 36 associations féministes et services spécialisés sur les violences faites aux femmes insistaient : « *Nous voulons vivre dans une société qui garantisse le droit de toutes les femmes à vivre en sécurité. Mais nous refusons que cette aspiration légitime fasse le lit de l'extrême droite et des politiques sécuritaires et répressives qui s'alimentent de nos peurs pour continuer à démanteler nos droits fondamentaux.* »[13]

Pour affronter le quotidien et conquérir le droit de vivre dans une société sans violences, les femmes doivent avant tout compter sur leurs propres forces. Et, ces derniers temps, en Belgique y compris, elles ont démontré qu'elles en sont capables. Reste à continuer à s'organiser pour gagner en force et obtenir de réelles avancées.

Céline Caudron, Vie Féminine

1. Voir à ce propos l'étude de Vie Féminine (2018) Violences faites aux femmes : pourquoi la police doit jouer son rôle ? téléchargeable sur www.engrenageinfernal.be.
2. Commission européenne, Eurobaromètre (449) sur la perception de la violence de genre, Juin 2016.
3. Jump, Etat des lieux sur la perception du sexisme, 2016.
4. Amnesty International, 2014.
5. Charlotte VANNESTE, La politique criminelle en matière de violences conjugales : une évaluation des pratiques judiciaires et de leurs effets en termes de récidive, Bruxelles, Mars 2016.
6. Amnesty International, 2014.
7. Charlotte VANNESTE, Op. Cit.
8. Ce recensement est réalisé par la Plateforme Féministe contre les Violences faites aux femmes à travers la presse en ligne. A la fois pour rendre hommage aux victimes mais aussi pour interpeller l'opinion et les responsables politiques sur l'ampleur et la gravité des violences faites aux femmes, dont les féminicides sont le point culminant. (http://stopfeminicide.blogspot.be).
9. C'est, proportionellement au nombre d'habitant-e-s deux fois plus qu'en France ou qu'en Espagne.
10. http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/violence/pan
11. Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d'Istanbul, a été ratifiée par la Belgique en 2016 (https://rm.coe.int/1680462533). Un rapport officiel sur la mise en œuvre de cette Convention doit être remis par l'Institut pour l'Egalité entre Femmes et Hommes en 2019 et la société civile a la possibilité de déposer en même temps un rapport alternatif sur base de ses constats de terrain.
12. Le rapport alternatif est téléchargeable en intégralité via ce lien : http://stopfeminicide.blogspot.com/2019/05/rapport-alternatif-sur-la-mise-en.html
13. Pour une société sécurisante, pas sécuritaire, La Libre Belgique, 17 mai 2019.

POUR LA LIBERATION DE TOUTES LES FEMMES

Seyma Gelen, fondatrice du collectif féministe Kahina en appelle à un féminisme tolérant. Elle plaide pour un féminisme décolonial, une ouverture d'esprit et une libération de toutes les femmes sans exception. Que toutes soient prises au sérieux, aient accès à la parole, soient entendues. Entretien.

■ **Contrastes : Le féminisme est traversé par de nombreux courants. Quel féminisme défendez-vous ?**

☐ *Seyma Gelen :* Nous sommes des féministes de culture ou de religion musulmane. Certaines femmes ne sont plus croyantes mais portent la culture musulmane au travers de leur apparence. Ce sont des femmes discriminées même si elles ne portent pas le foulard.
Nous sommes des féministes décoloniales. Il existe plusieurs mouvances au sein du féminisme décolonial, notamment les afro-féministes, avec lesquelles nous sommes solidaires, dont la lutte est spécifique à leur histoire.
Pour nous, aussi longtemps que les injustices au niveau social subsisteront envers les femmes, celles-ci ne seront pas libérées et c'est aux concernées de définir les termes et moyens des luttes contre ce qui les opprime. Le destin commun de toutes les femmes, c'est la libération de tout ce qui les opprime. Et tant que les femmes musulmanes seront stigmatisées, les autres femmes ne seront pas libérées. Celles qui ont la parole aujourd'hui risquent un jour de ne plus l'avoir !

■ **Quelles sont les figures qui vous inspirent et qui incarnent ce féminisme en Belgique ou dans le monde ?**

☐ Le mouvement par excellence qui nous inspire c'est le ***black feminism***. Chaque femme vit des réalités différentes, en fonction de caractéristiques sociales, ethniques ou de sa religion. Chacune ne vivra pas le même type de difficulté. Elles, en tant que femmes noires, dans un contexte noir américain, étaient dans un premier temps invisibilisées dans les mouvements antiracistes noirs dominés par des hommes. Leur situation de femme n'était pas prise en compte dans l'analyse de ces derniers. Et les mouvements féministes portés par des femmes blanches n'identifiaient pas les difficultés rencontrées par ces femmes-là. Leurs priorités n'étaient pas les mêmes. Ce constat a été traduit par le concept d'**intersectionnalité** théorisé par l'afro-féministe Kimberlé Crenshaw : quand on est une femme noire pauvre, on ne rencontre pas les mêmes difficultés qu'une femme blanche riche ou qu'un homme blanc riche. Et donc les priorités de lutte ne seront pas les mêmes. Notre féminisme décolonial mobilise donc une analyse intersectionnelle : comme femmes musulmanes en contexte occidental, nous avons des problèmes spécifiques.
Chandra Mohanty, féministe indienne nous inspire. Pour elle, ce n'est pas la théorie, les concepts qui doivent diriger nos actions, mais plutôt la réalité des femmes. Françoise Vergès également qui souligne un féminisme qui combat toutes les injustices qui sont faites à toutes les femmes.

Ou encore, certaines théologiennes ou chercheuses issues de sociétés majoritairement musulmanes, comme Asma Lamrabet, médecin biologiste marocaine qui réinterprète certains versets du Coran car elle estime que c'est une lecture masculine qui a prédominé jusqu'à présent.

■ **On oppose souvent féminisme décolonial et Occident ? Quel rapport ?**

☐ Nous sommes des femmes issues du Sud - ou assimilées, cf les converties - qui vivent dans le Nord, en Occident. Nous avons donc des racines du Sud et dans ces racines du Sud, il y a l'Islam qui fait partie de l'une des caractéristiques que nous portons. Moi, je suis une femme, une mère, je suis fonctionnaire et également musulmane. Pour moi, opposer « féminisme décolonial » et « féminisme occidental » est dangereux.

En Occident, il y a eu des femmes juives, chrétiennes qui n'ont pas rejeté leur appartenance religieuse et qui ont lutté contre les injustices qui leur était faites. Nous, étant descendantes de femmes du Sud (pour ma part je suis arrivée en Belgique à l'âge de 5 ans, même si je n'ai pas beaucoup de souvenirs, je suis née en Turquie), en tant que musulmanes, nous habitons la norme autrement. Toutes les femmes musulmanes ne pensent pas comme nous mais nous ne rejetons pas le religieux en tant que tel, parce que la spiritualité et la foi nous conviennent. Je porte le foulard, je suis de confession musulmane et je combats les injustices que je vois dans le champ religieux de l'intérieur. C'est là qu'il y a des difficultés à concilier les approches entre un féminisme occidental qu'on pourrait qualifier d'hégémonique et celui qui est le nôtre. Pour ce courant-là, c'est complètement impossible de concilier foi et féminisme, et en plus porter un foulard considéré comme l'objet sexiste par excellence. Alors que pour nous, le foulard signifie autre chose.

■ **Pouvez-vous justement nous expliquer quelle est la signification du foulard ? (Objet politique ? symbole identitaire ? symbole culturel ? symbole religieux ?)**

☐ Sa signification varie en fonction de la femme qui le porte. Je n'essentialise pas l'islam. Je ne dirai jamais que l'islam libère les femmes et que les Occidentales n'ont rien compris. On a dans l'islam des interprétations complètement machistes, misogynes. Et c'est important d'adopter la même attitude à l'égard de toutes les religions. Ce que moi en tant que féministe je trouve élémentaire, c'est d'écouter ce que les femmes concernées nous disent, c'est qu'elles-mêmes remettent en cause les interprétations sexistes de l'islam. Et, contrairement à ce qu'on pense généralement, on se rend compte que le foulard ne signifie pas que religion et que les significations peuvent varier et évoluer dans le temps.

Nous en avions parlé dans notre toute première carte blanche en 2016[1]. Par exemple, certaines le portent par tradition, par mimétisme à leur culture. Et c'est le cas dans toutes les familles, on est influencée par l'endroit, la famille dans laquelle on nait. Certaines diront que le port du foulard est un ordre de Dieu, d'autres que c'est un conseil, d'autres que ce n'est pas dans le Coran, il n'y a pas d'unanimité.
En tant que femme d'origine turque ou d'origine marocaine, on ne portera pas le foulard de la même manière : que ce soit le tissu choisi mais aussi la manière de le nouer. Certaines le portent aussi parce qu'elles trouvent ça joli.

■ **Dans le regard des hommes, signifie-t-il la même chose ?**

☐ Les femmes peuvent s'habiller de telle ou telle manière, il y aura toujours des hommes qui auront quelque chose à dire là-dessus. Moi, je préfère me focaliser sur ce que les femmes disent, qu'elles se couvrent ou se découvrent. ▶

LE COLLECTIF KAHINA

Le collectif est apparu au moment de la sortie de l'affaire du burkini en 2016. Fin 2017, ils prend le nom de Kahina, « cette reine berbère que l'on peut qualifier d'anticolonialiste, à l'identité plurielle comme nous ». Suite à l'affaire de la chaine de magasin Decathlon en France et le climat d'islamophobie qui règne de plus en plus en Europe et en Belgique, elles ont décidé de réaffirmer l'aspect **décolonial** de leur féminisme (Voir page ci-contre). Elles se disent **laïques**. « Nous ne nous retrouvons pas dans les Etats dont la loi est celle de Dieu tel que l'Arabie Saoudite ou l'Iran par exemple. Nous sommes des Occidentales, nous sommes de cette société dont la loi est celle de l'humain. » Et s'opposent aux **injustices faites par le « Nord » sur le « Sud »**. « Nous connaissons un confort de vie dans nos pays parce que nous exploitons les richesses du Sud et les corps racisés notamment des femmes qui fabriquent nos t-shirts sur lesquels on peut parfois lire *Girl power !*

UNE QUESTION QU'ON NE VOUS POSE JAMAIS ?

Une question que j'aimerais qu'on pose aux féministes de confession ou de culture musulmane, c'est *Qu'est-ce que vous défendez globalement ?* Qu'on leur demande leur analyse d'autres phénomènes que le foulard. Nous sommes anti-impérialistes et décoloniales : il subsiste une vision dominante dans la société, c'est que si l'Occident a repoussé le religieux, il faut le faire partout ailleurs. Derrière la question du foulard, il y a encore un regard colonial sur le monde arabo-musulman et ses descendant.e.s qui sont ici.

Nous ne militons pas pour le foulard, nous militons pour le droit des femmes à le porter si elles le souhaitent. Le jour où le port du foulard sera libre pour les femmes, nous serons encore là tant que l'esprit colonialiste sera présent mais on ne parlera plus de ça, on parlera d'autres choses.

▶ Et c'est évidemment, hyper important de travailler à différents niveaux. Il y a un travail à faire auprès des hommes pour qu'ils déconstruisent et reconstruisent leur rapport au corps des femmes. Et puis j'espère aussi qu'il y a des collectifs d'hommes qui réfléchissent sur leurs pratiques.

■ **Peu sont les hommes féministes qui s'expriment quelles que soient leurs origines…**

☐ En tant que féministes de confession ou de culture musulmane, nous avons également un travail à faire auprès des hommes racisés. Nous devons interpeller ceux qui ont comme moi cette référence à l'islam, qui sont la synthèse d'origines multiples. Ce n'est pas parce que moi je porte le foulard et que je suis de confession musulmane, qu'un homme racisé doit me respecter moi et insulter une autre femme parce son corps n'est pas couvert.

Mais nous devons prioriser nos luttes étant donné nos forces : tant que la société sera structurellement raciste, nous resterons focalisées sur les discriminations à l'emploi et à l'enseignement notamment. Il y a une égalité entre les hommes et les femmes à conquérir, mais il y a aussi une égalité entre les femmes à obtenir, puisque toutes n'ont pas accès aux espaces d'émancipation que sont le travail, la formation, l'enseignement, les loisirs…

■ **Bien que de plus en plus de femmes ont accès à des postes supérieurs, ces inégalités sont organisées par le système économique qui reste largement dominé par des hommes…**

☐ C'est très juste. Françoise Colin, féministe belge, interroge quelle égalité nous souhaitons obtenir. Est-ce que ce que nous voulons, c'est transformer des femmes en des hommes ? Est-ce que l'idée c'est de perpétuer la domination masculine ?
Comment les femmes qui ont accès au pouvoir vont-elles utiliser l'égalité ? En faveur d'un agir féministe ou vont-elles reproduire la domination masculine ? Certaines féministes ayant la conviction de détenir la vérité s'adressent vis-à-vis d'autres femmes dans un rapport de supériorité et imposent leur lecture. C'est une approche très masculine.

■ **Certaines féministes effacent les caractéristiques féminines qui sont reconnues dans notre société en s'appropriant les caractéristiques masculines, et d'autres au contraire, veulent réaffirmer fièrement leur féminité. C'est le cas par exemple du girl power… Quelle est votre approche par rapport à cette idée d'être une femme dans une société qui reproduit la domination masculine ?**

☐ Le collectif dit tout simplement : Il faut écouter toutes femmes. Le féminisme radical qui pense avoir trouver la voie pour toutes les femmes ne marche pas. Parce que le vécu des femmes est multiple. Nous n'avons pas le rapport d'aversion des féministes radicales occidentales pour la religion catholique et son institution. Il est injuste de comparer le catholicisme et l'islam.

Le catholicisme a été critiqué par des femmes dans un contexte européen où c'était la religion majoritaire avec toute une histoire de domination et d'exploitation des populations. Alors que l'islam n'est pas en train de nous opprimer ici en Europe, c'est le racisme et l'islamophobie genrée qui le font. Même s'il ne faut pas nier qu'au nom de l'islam certaines femmes sont opprimées ici et ailleurs. Des féministes et groupes féministes (féministes islamiques ou dites laïques entre autres) actives dans les sociétés majoritairement musulmanes font un travail considérable contre les oppressions que l'on fait subir aux femmes dans ces sociétés-là. Il y a aussi du travail à faire ici et il se fait, tout doucement des choses changent, des femmes se prennent en main. Mais lutter contre tout ce qui nous opprime nécessite d'avoir accès aux espaces d'émancipation comme l'emploi et la formation.

En dehors de Kahina, il existe des collectifs féministes arabes laïques, des femmes issues de pays où l'islam politique a fait de gros dégâts, qui vivent dans des pays occidentaux, qui rejettent l'islam. Ce n'est pas mon cas. Je suis d'origine turque, je suis descendante de femmes qui ont évolué dans une société laïque où les lois de l'Etat n'étaient pas celles de Dieu, même si les règles sociales l'étaient parfois. Mais c'est une société plus apaisée par rapport à d'autres sociétés arabo-musulmanes. Ce n'est pas pour autant que je trouve que leur lecture soit fausse, mais il faut trouver le moyen de concilier nos points de vue et ça passe par le fait d'accepter la diversité des femmes et du féminisme, être à l'écoute ; on n'est pas obligées d'être d'accord.

■ **Le problème réside dans le fait qu'on imposerait quoi que ce soit aux femmes. Comment faire en sorte de « libérer », d'« aider » certaines femmes qui subiraient des domi-**

nations liées aux normes culturelles dans lesquelles elles ont grandi ?

☐ On peut essayer de trouver des points d'intersections comme la lutte contre les discriminations et avancer ensemble. Réfléchir ensuite à la misogynie dans l'islam, à l'imposition du foulard à des jeunes filles… mais aussi longtemps qu'il y aura des discriminations, le minimum est d'ouvrir les espaces à toutes les femmes. Celles à qui on impose le foulard et qu'on discrimine à l'emploi, elles retournent à la maison, on les éloigne des espaces d'émancipation qui leur donneraient les clefs pour pouvoir se battre contre tout type de domination. Et celles qui le font librement, celles-là on les pénalise.

■ **Vous faites référence ici à des points de convergences éventuels à trouver avec des féministes arabes laïques. Comment réconcilier (si besoin en est) féministes musulmanes et féministes occidentales ? Bien que chaque femme vit une situation différente, certains combats rejoignent toutes les femmes et pourraient être menés ensemble ?**

☐ En théorie, oui… Ce serait une excellente chose que toutes les femmes luttent ensemble ! Les inégalités salariales, l'insécurité dans l'espace public, le viol, le harcèlement sexuel… Ces questions nous concernent toutes. Le grand problème, c'est l'imposition de leur agenda de luttes. Quand nous rejoignons leurs cercles, on nous réduit au silence, on se focalise sur notre foulard et pas sur ce que nous avons dire. On m'a déjà demandé d'enlever mon foulard comme condition au débat. C'est extrêmement violent. Je ne suis pas un foulard ambulant.
Pour nous, la non mixité dans les réunions est importante. Il est normal que des femmes blanches ne comprennent pas mon vécu qui n'est pas le même que le leur. On a besoin d'un espace sûr, on n'a pas besoin de faire des introductions pour ménager les sensibilités des personnes qui ne sont pas directement concernées. Et puis il faut avancer sur nos combats ; pendant que j'essaye de me faire entendre dans des espaces qui ne sont pas accueillants, les femmes continuent à être discriminées.

■ **Aujourd'hui, la convergence avec ces féministes semble compliquée…**

☐ C'est difficile, c'est en construction. On ne rejette personne sauf celles qui nous excluent déjà. Nous n'allons pas changer nos priorités. Au niveau de l'échange possible, il y a un nœud à dénouer. Tant qu'il n'y aura pas une relation d'égale à égale, ça restera très compliqué. Nous trouvons plus facilement des convergences avec des groupes minorisés comme le nôtre comme les afro-féministes, les féministes queer ou ceux qui luttent contre la grossophobie par exemple. Ces dernières nous comprennent mieux parce qu'elles sont aussi minorisées.

■ **Quelle est la principale revendication que vous portez ?**

☐ L'accès libre pour les femmes musulmanes qui portent un foulard dans les espaces de formation mais aussi dans le monde du travail du secteur privé ou public, dans le monde culturel et politique, partout. Nous souhaitons que l'accès à toutes les femmes à tous les espaces d'émancipation (y compris le monde politique et culturel) soit possible, c'est selon nous la base du féminisme.

Actiris, l'office bruxellois de l'Emploi, a dû adapter son règlement, suite à un recours devant le tribunal du travail contre le règlement qui avait interdit le voile en 2013. Depuis, les employées qui le souhaitent peuvent porter le voile et il n'y a pas eu des problèmes de prosélytisme comme certains l'imaginaient. Dans le cas où il y aurait des problèmes de ce type, il faut qu'il y ait des mécanismes internes aux différentes institutions pour les résoudre, au même titre que d'autres problèmes qui se présenteraient. Mais qu'on ne mette pas le filtre sur la tête des femmes.

■ **Au lendemain des élections, quelle est votre analyse, votre réaction par rapport aux résultats** ?

☐ Pour la pratique des cultes, et notamment le port du foulard, ce sont les régions qui sont compétentes. J'attends de voir comment ça va évoluer. Je salue les résultats des élections pour Ecolo et le PTB parce que ce sont les partis les plus courageux en ce qui concerne les droits humains et notamment la liberté convictionnelle. Même si Ecolo met certaines limites quant au port du foulard pour des postes à responsabilité dans l'administration au nom de la neutralité d'apparence. Le PS a une approche laïcarde par rapport à la question du foulard, son analyse rejoint l'analyse des féministes universalistes. (Cfr plus haut). Est-ce que le PTB et Ecolo seront dans une majorité, vont-ils pouvoir faire avancer ce dossier ? C'est ce que nous allons observer dans les prochains mois.

Propos recueillis par Claudia Benedetto

BILAN DU GOUVERNEMENT SORTANT

De manière globale, le gouvernement Michel a détricoté les droits de toutes les femmes. En tant que personne minorisée dans la société, il y a des propos qui m'ont choquée notamment à l'égard des migrants qu'on a abandonnés dans le parc Maximilien et la criminalisation des personnes qui les ont accueillis… La politique de ce gouvernement reflète malheureusement l'état d'esprit qui plâne sur l'Europe.

Ce que nous voulons, c'est que notre Etat lutte contre tout type de racisme et qu'il se positionne de manière claire en affirmant que l'islamophobie existe.

1. www.lalibre.be/debats/opinions/citoyennes-feministes-et-musulmanes-57dabba635704b54e6c338cc

INÉGALES FACE AUX DROIT SOCIAUX

"Ce sont toujours, toujours les femmes qui sont sacrifiées dans notre société, Y'en a marre...", chantait le Groupe d'Action Musicale dans les luttes sociales et syndicales des années 70-80. Est-ce toujours le cas ?

Dire que le travail des femmes ne représente qu'un salaire d'appoint est un discours qui perdure à travers toute l'histoire sociale et relève de l'idéologie cherchant à justifier les inégalités. Aux inégalités salariales s'ajoutent des inégalités dans différents secteurs de la sécurité sociale.
Par exemple, si l'on regarde des mesures à l'encontre des chômeurs prises ces 50 dernières années, elles ne sont pas officiellement discriminatoires mais le public touché est principalement féminin. Et ça continue…

Inverser la tendance

Si nous voulons que l'égalité entre femmes et hommes ne soit pas seulement un principe, mais une réalité, il faut inverser radicalement la tendance, non pas en diminuant "de façon égale" les droits et les rémunérations mais en les augmentant.
Toute décision en matière sociale devrait aussi faire l'objet d'une analyse genrée pour conquérir plus d'égalité.

Et ce combat pour l'égalité n'est pas seulement celui des femmes, même s'il est important qu'elles en soient les premières porteuses ; la solidarité des hommes et le soutien de l'ensemble du mouvement ouvrier est essentiel.

Paul Blanjean

GOUVERNEMENT MICHEL : LES MESURES QUI FONT MAL

Parmi les personnes exclues, on retrouve un nombre important de travailleuses à temps partiel. Alors que lors de son installation, le gouvernement Michel s'était engagé à tenir mieux compte de la dimension *genre* sur le marché du travail, il a aggravé les différences avec des décisions discriminantes[1].

Par exemple, la mesure d'exclusion du chômage des personnes indemnisées en "allocation d'insertion" depuis 3 ans a eu un impact plus grave pour les femmes. Sur les 18.432 personnes qui ont perdu leur droit à l'indemnisation en janvier 2015, on compte 63,3% de femmes.

D'autres mesures discriminantes ont été prises, comme :
- la suppression de la dispense d'activation pour les chômeuses avec enfants en bas âge ;
- le calcul moins avantageux de l'allocation de garantie de revenus des travailleur·euse·s à temps partiel ;
- la suppression de l'allocation crédit-temps sans motif et de son assimilation pour la pension ;
- la réduction du séjour en maternité ;
- une réforme des pensions, dont le relèvement à l'âge de 67 ans pénalise davantage les femmes qui ont des carrières qui sont incomplètes ;
- la réduction de moitié, après deux ans, de l'allocation de garantie de revenus (AGR) des travailleur·euse·s à temps partiel ;
- la limitation de la dispense des aidants proches… qui sont principalement des aidantes ;
- de moindres assimilations des périodes non travaillées pour le calcul de la pension dont le crédit-temps ;
- l'assimilation sur base d'un salaire forfaitaire minimum des périodes de chômage de plus d'un an et de RCC[2] pour le calcul de la pension en lieu et place du dernier salaire.

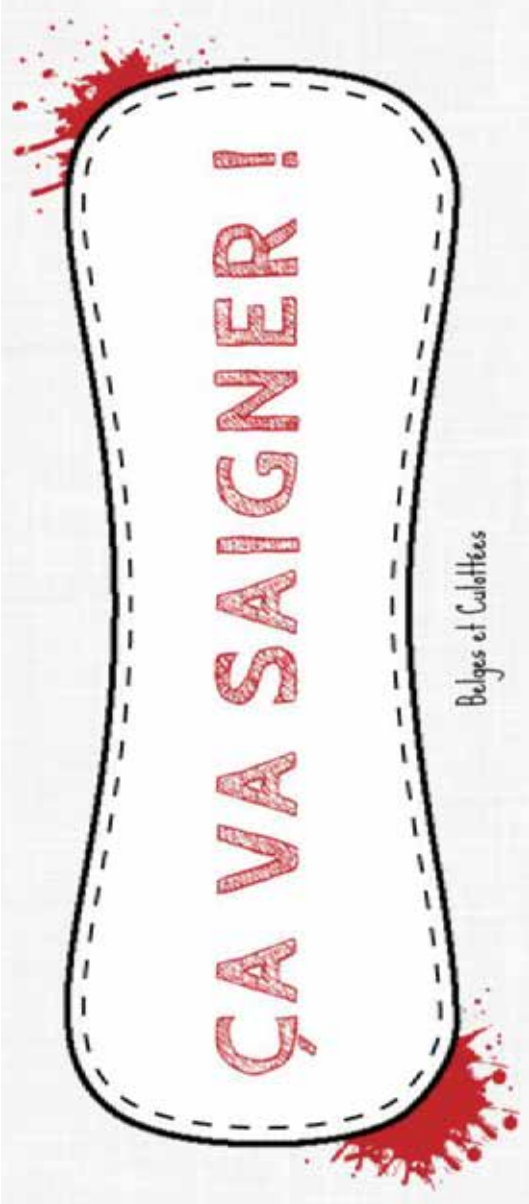
De nombreuses autres mesures récentes peuvent aussi être dénoncées. Parmi elles, la mise en place de flexi-jobs dans des secteurs qui occupent essentiellement des femmes comme l'Horeca, le commerce, la coiffure ou encore le nettoyage.

1. Voir le communiqué de Vie Féminine du 29/09/2016
2. Régime de chômage avec complément d'entreprise (appelé anciennement prépension)

C O R P S

UN JOUR LE SANG A COULÉ...

Harcèlement de rue, harcèlement sexuel, droit à l'avortement remis en question, (re)définition du consentement... Le corps des femmes revient sur le devant de la scène et conduit ces dernières à se réapproprier un corps trop souvent déformé, malmené, contenu dans le regard des autres.



Le collectif *Belges et culottées* a milité avec succès pour que les protections hygiéniques soient taxées comme un bien de première nécessité et non pas à 21%, comme les produits de luxe.
https://belgesetculottees.jimdo.com

« *Un jour du sang a coulé entre mes jambes. J'ai eu peur une fraction de seconde. Pourtant, je savais. Après, tout fut différent. Mon corps devint tout à coup étranger. C'est la première fois que je le sentis hors de mon contrôle. Un autre jour, on me surnomma "garçon manqué". Porter un training et une casquette, des baskets, c'était apparemment pas attendu venant de ma part. C'est la première fois que je sentis que mon corps et ce qui le recouvrait ne m'appartenait pas totalement. Un autre jour, je cachais mes jambes poilues quand je me changeais dans le vestiaire de l'école. C'est la première fois que j'avais honte d'une partie de moi. Je ne savais pas d'où ça venait mais je savais qu'ils n'auraient pas dû être là, qu'on devait les cacher. C'est la seconde fois que je compris que mon corps ne m'appartenait pas complètement. Un autre jour, je sentis un regard posé sur moi, un regard que je ne connaissais pas jusque-là, qui me rendait mal à l'aise parce qu'il me déshabillait. C'est la troisième fois où je sentis que mon corps était à la fois mien et autre. Un jour, je ne sais pas trop comment, je trouvais que mon visage serait plus beau avec un peu d'eye-liner et du rouge à lèvres. Maman, le faisait aussi, se faire jolie. Je ne savais pas d'où ça venait mais en même temps je le faisais, tout naturellement comme si c'était en moi depuis toujours*[1] ».

Ce témoignage illustre bien la pensée de Simone de Beauvoir (cf. Le deuxième sexe) sur le rapport au corps des femmes.
La philosophe Manon Garcia, souligne également que la différence entre les hommes et les femmes tient dans leur rapport au corps. Nous sommes tous et toutes à la fois des objets (corps pour autrui) et des sujets (corps pour soi) dans les relations interpersonnelles. Cependant, la structure sociale de l'inégalité de genre « *permet aux hommes de se définir systématiquement comme des sujets en définissant les femmes comme des objets*[2] ». Etre une femme, ce n'est pas seulement avoir un corps et vivre dans un corps, c'est aussi avoir un corps social objectifié (vu comme un objet) avant même de pouvoir faire l'expérience de son propre corps.

Un corps n'est pas un autre

C'est à la puberté que les jeunes femmes comprennent que leurs corps sont sexualisés : de par le regard des hommes mais aussi par des commentaires. « *La jeune fille prend conscience que son corps n'est pas d'abord son corps mais ce qui la fait apparaitre dans le monde comme une proie possible*[3] ». Avant même de commencer à faire l'expérience de son corps, le corps de cette jeune femme a une signification sociale d'objet sexuel. « Alors que jusque là, elle n'attirait pas d'attention particulière, elle va se voir vue, se voir examinée, se voir désirée[4] ».

Plusieurs études réalisées par des chercheurs en psychologie sociale de l'ULB ont révélé que « *la sexualisation du corps induit son objectification* ▶

CAPITALISME ET CONDITION DES FEMMES

19ème siècle :

- Femmes au foyer.
- S'occupent des enfants.

1ère moitié du 20ème siècle :

- Les femmes travaillent.
- L'Etat prend en charge en partie le soin des enfants et l'éducation.

Dans les années 1960 (capitalisme néolibéral et mondialiste) :

- Désinvestissement de l'Etat et des entreprises dans la protection sociale.
- Majorité des femmes racisées, pauvres qui gardent les enfants des femmes aisées.

Nancy Fraser, philosophe, accuse le **féminisme libéral d'avoir sacrifié ces femmes au profit de femmes plus privilégiées pour qu'elles accèdent à une ascension sociale**.

dans le cerveau humain » et c'est d'autant plus le cas lorsqu'on présente une seule partie du corps.[5] Les chercheurs ont observé que l'activité neuronale se modifie en fonction de l'image qui est perçue. Aucun jugement humain n'est pris en compte ici. Ce qui confère à ces études une valeur incontestable : L'hypersexualisation du corps des femmes a une incidence sur les attitudes et comportements sexistes. La publicité cristallise le corps-objet[6] *; ce* corps qui dans les mythes est tantôt considéré comme une proie, une source de dégoût ou une propriété. Pour Simone de Beauvoir, Eve est perçue comme un accident et comme une conscience naturellement soumise. Après avoir créé Adam et tous les animaux, Dieu décide de créer un être semblable à l'homme pour l'« *aider » étant donné que ce dernier n'*a pas trouvé *d'aide au sein d*es animaux *: « De la côte qu'il avait prise de l'homme, Yahweh Dieu forma une femme et il l'amena à l'homme. Et l'homme dit : Celle-ci cette-fois est os de mes os et chair de ma chair ! Celle-ci sera appelée femme, parce qu'elle a été prise de l'homme. »* Après avoir mangé le fruit défendu, Eve reçoit un châtiment *: « Tu enfanteras des fils dans la douleur, ton désir se portera vers ton mari mais c'est lui qui dominera sur toi* » (Extrait du livre de la Genèse dans la Bible). En d'autres termes : Eve, c'est l'aguicheuse sans laquelle Adam n'aurait pas cédé.

Libération des corps, libération des mentalités ?

*« Un jour mon prince viendra… » La fameuse phrase consacrée dans un célèbre Disney traduit une passivité, l'idée d'un cor*ps inerte, immobile qui attend, *désespérément d'être libéré.* C'est le seul but de la princesse, elle sera comblée une fois que son prince viendra la rejoindre, en dehors de ce dernier, elle n'existe pas.

Bien loin des fictions, le corps des femmes a suivi une évolution au fur et à mesure qu'on lui confère un peu de place dans la société. Elle peut faire usage de son corps pour travailler puisque les hommes sont partis à la guerre, elle peut travailler à la chaine pour autant que son corps reste à la place qui lui est assigné *: auprès de son mari, de son foyer, de se*s enfants. Celui-ci est enfermé sous des couches d'injonctions : faire le ménage, faire des enfants, s'occuper des enfants et de son mari.

Dans les années soixante, ce qu'on nomme communément libération sexuelle est une grande avancée. On assiste à une libération des mœurs, on dissocie la sexualité de la procréation. On milite pour l'accès à la contraception. Avant la révolution sexuelle, le désir des femmes n'était pas pris en compte, le mariage suivi d'enfants était la norme. Mais l'héritage de cet évènement important n'est pas tout rose, comme le souligne l'historienne féministe Malka Marcovich dans son essai intitulé *L'autre héritage de 68, la face cachée de la révolution sexuelle : « Dans les années 70 dans les mouvements progressistes, il fallait coucher même sans désir pour avoir l'air libéré. Avant, il fallait coucher, même sans désir, pour procréer*[7]». De l'injonction à la procréation, on passe à l'injonction à la jouissance qui peut être analysée comme une autre forme d'enfermement. Les violences sexuelles de plus en plus visibilisées grâce aux femmes qui osent parler, notamment sous le hashtag #metoo ou #balancetonporc, témoignent d'une liberté sexuelle relative. Elles traduisent la réalité d'un monde où la parole des femmes n'avait jusque-là pas grande valeur. Suite au courage de ces femmes *qui l'ouvrent*, aujourd'hui, on voit apparaitre dans le débat public de nouveaux questionnements sur les rapports femmes-hommes, notamment sur la notion de consentement et sur le désir des femmes.

Le capitalisme, l'accès des femmes à l'économie ne les a pas réellement libérées, jugent certains collectifs féministes. On joue sur la peur de vieillir et de mourir en proposant aux femmes toute une panoplie de produits et de techniques esthétiques, la vieillesse est ostracisée[8]. Le capitalisme marchandise le corps des femmes, il se réapproprie le féminisme en proposant des taxis réservés aux femmes comme à Londres, des rames de métro comme au Japon ou même une île réservée comme en Finlande…

On protège les femmes plutôt que de leur apprendre à se défendre par elles-mêmes. On exerce sur elles et sur leurs corps de nouveau ce bon vieux paternalisme. Exprimer librement leur libido au même titre que les hommes, affirmer leur pouvoir sexuel et faire en sorte qu'on le reconnaisse ; voilà une des clefs pour retourner la situation. Dans leur manifeste *Féminisme pour les 99%*, les philosophes et sociologues, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser évoquent le pinkwashing capitaliste et dénoncent l'escroquerie du libéralisme sexuel. Selon elles, *« le libéralisme sexuel soutient des politiques qui privent l'écrasante majorité, de conditions sociales et matérielles nécessaires à l'application concrète des nouvelles libertés inscrites dans la loi : certains Etats par exemple reconnaissent les droits des personnes trans mais continuent de se refuser à couvrir leurs frais médicaux de transition* ». Le néolibéralisme ne remet pas en cause les conditions structurelles qui alimentent notamment l'homophobie et la transphobie[9].

On ne naît pas soumise, on le devient

Aujourd'hui, en 2019, dans nos sociétés occidentales supposées émancipées, les femmes n'ont aucune obligation à suivre une voie plus qu'une autre. Et pourtant, la réalité serait toute autre selon la philosophe Manon Garcia dans son livre *On ne nait pas soumise, on le devient*. Un sujet sensible à traiter puisque les réactionnaires agitent souvent l'argument selon lequel si les femmes se soumettent, c'est qu'au fond elles aiment ça ou qu'elles sont faites pour ça. « *Les femmes sont toutes soumises parce que la société identifie la féminité à la soumission : On les éduque à la soumission* », explique-t-elle dans une vidéo réalisée par Brut[10]. « *On pense aux femmes voilées ou aux femmes au foyer, mais toutes les femmes sont concernées : quand on s'affame pour entrer dans une taille 36, quand on s'occupe de faire des repas parfaits à instagrammer pour montrer à quel point on est une parfaite petite amie et mère de famille, quand on fait énormément de sport pour être mince et jolie et qu'on se maquille, les femmes se soumettent ! On apprend aux petites filles à être calmes et gentilles dès les premiers jours de leur vie, on les éduque à la soumission. Et c'est difficile de se départir de ça. Les femmes se sentent tout le temps coupables : elles sont tiraillées entre l'impératif de liberté et l'impératif de féminité qui est un impératif de soumission* ». On va dire qu'on est soit une potiche (si on joue le jeu de la soumission), soit qu'on est masculine et moche.

Pour la philosophe, ce n'est pas possible d'être libre et soumise. Comme solution, elle propose d'érotiser l'égalité : « *On pense que ce qui est sexy, c'est de plaquer une femme contre un mur et de l'embrasser plus ou moins contre son gré comme on le voit dans les James Bond… Au fond, ça peut être sexy aussi, de trouver des formules pour demander Est-ce que tu as envie ? Il faut modifier nos structures mentales !* » ajoute-t-elle.

Résistantes

Changer les structures mentales n'est pas une mince affaire ! Pourtant, des résistances s'élèvent un peu partout sur fond de réseaux sociaux : libération de la parole avec #metoo ou #balancetonporc, des jeunes femmes veulent se réapproprier leurs corps en postant sur leur compte instagram "Le Sens du Poil" des photos de leurs aisselles ou de leurs jambes poilues, d'autres postent des photos de leurs formes, ou leurs cheveux blancs, d'autres encore parlent de l'orgasme et de leur libido, d'autres réaffirment l'existence de leur clitoris, seul organe qui a pour vocation le plaisir et longtemps nié dans les manuels de biologie, d'autres affirment ne pas vouloir d'enfants ou réfutent l'idée d'un instinct maternel, d'autres encore veulent faire taire les idées reçues et la honte qui entourent les règles ou témoignent de violences gynécologiques comme sur ce blog à succès *Marie accouche là*[11]. Sur la scène scientifique, on voit également émerger des découvertes ou des évidences qui étaient bien gardées, qui remettent complètement en question certains poncifs comme le fait que l'ovule attendrait passivement d'être fécondé par les spermatozoïdes. Aujourd'hui, on apprend qu'il n'en est rien, que l'ovule joue un rôle actif[12]. Même la fameuse *horloge biologique* qu'on a souvent rappelée avec entêtement aux femmes, est aussi une réalité pour les hommes[13].

Et puis il y a les mobilisations… La première grève des femmes pour la Belgique (8 mars dernier). Aux USA, en Argentine, au Brésil, en Italie… des manifestations contre le recul de leurs droits à avorter… Des collectifs se rebellent contre ce système patriarcal, comme *La Barbe* qui interrompt les meetings dont l'affiche est majoritairement, voire 100% masculine, par des discours souvent ironiques en félicitant ces messieurs de réfléchir sur le monde. Les Femen quant à elles, utilisent leur corps comme outil politique pour faire passer des messages féministes. Elles revendiquent que leurs torses soient désexualisés comme celui des hommes et constatent qu'on les arrête quand elles mènent leurs actions seins nus, alors que quand le corps nu des femmes est utilisé pour la publicité, cela ne pose aucun problème.

Toutes ces résistances visent à changer les mentalités, à renverser le cours de l'Histoire souvent écrite au masculin. La lutte sera longue, elle ne cessera jamais. Le droit à l'avortement est menacé un peu partout dans le monde, au nom de Dieu, de l'ordre naturel des choses, de la protection… tous les arguments du passé retentissent au 21ème siècle, comme si les ingrédients de la recette n'avaient pas véritablement changé. Corps trop recouverts, trop découverts, corps sacralisés par la grossesse, corps trop poilus, trop maquillés, trop vulgaires… pas assez ceci ou pas assez cela : l'image de la madone et de la putain a malheureusement encore de beaux jours devant elle.

Claudia Benedetto

1. Témoignage anonyme
2. *On ne naît pas soumise, on le devient*, Manon Garcia, Flammarion, 2018.
3. Idem
4. Idem
5. *La sexualisation des corps les objectifie*, Anne-Sophie Leurquin, mis en ligne le 31/01/2019, lesoir.be
6. Cf. polémique publicité Aubade : Paris *: polémique autour d'une publicité jugée sexiste*, sur les Galeries Lafayette, M.-A. G., mise en ligne le 14/12/2018, leparisien.fr
7. *Malka Marcovich : « Il faut faire le tri dans la libération sexuelle de mai 68 »*, Eugénie Bastié, mis en ligne le 23/02/2018, lefigaro.fr
8. Lire à ce sujet Mona Chollet : *Sorcières, la puissance invaincue des femmes* et *Beauté fatale : les nouveaux visages d'une aliénation féminine*.
9. *Féminisme pour les 99%, un manifeste*, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, p.64.
10. *Manon Garcia sur la soumission des femmes*, Interview Brut.
11. http://marieaccouchela.net
12. *Dire que le spermatozoïde pénètre l'ovule, c'est faire de lui un preux chevalier*, Daphnée Leportois, mis en ligne le 5/02/19, slate.fr
13. *L'horloge biologique tourne aussi chez les hommes*, Rédaction en ligne, mis en ligne le 3/07/17, lalibre.be

LA CHAUSSETTE QUI TRAINE EST POLITIQUE

Grève des femmes. Lausanne, le 14 /6/19

CC.Flikr G. Deghilage

Bien qu'existant depuis la nuit des temps, c'est Emma, une dessinatrice féministe, qui a popularisé l'expression « charge mentale », ce sentiment diffus partagé par une grande majorité des femmes d'être toujours débordées et de devoir être seules à penser à tout dans la gestion quotidienne du ménage. Une charge mentale qui s'ajoute à celle bien mesurable de l'inégale répartition du temps consacré aux tâches ménagères et parentales.

« *Tu aurais dû me le demander, je t'aurais aidée* » ; cette phrase irrite à juste titre de nombreuses femmes car elle les désigne comme les responsables de se souvenir de tout et de tout organiser. Elle est emblématique du phénomène de charge mentale, car elle traduit la posture adoptée par la grande majorité des couples dans l'intimité familiale. Pour la dessinatrice Emma[1], « *quand le partenaire attend de sa compagne qu'elle lui demande les choses, c'est qu'il la voit comme la responsable en titre du travail domestique. C'est donc à elle de savoir ce qu'il faut faire et quand il faut le faire* ».

Mille choses à penser

La chercheuse Nicole Brais de l'Université Laval de Québec définit la « charge mentale » comme « *ce travail de gestion, d'organisation et de planification qui est à la fois intangible, incontournable et constant, et qui a pour objectifs la satisfaction des besoins de chacun et la bonne marche de la résidence* ». Génératrice de stress, cette charge concerne surtout les femmes qui, en plus de leur emploi, s'assurent que la boutique « maison » tourne correctement.

Concrètement, la charge mentale est la somme d'une multitude de petites choses à penser et à faire quotidiennement : veiller à ce que les enfants soient prêts pour partir à la crèche ou à l'école, à ce que le frigo soit rempli, prendre rendez-vous chez le médecin, trouver une solution lorsque l'enfant est malade, gérer l'agenda des activités familiales, contrôler le journal de classe, faire venir le plombier, acheter un cadeau d'anniversaire pour les parents, etc., etc.

La fatigue, le stress et l'irritabilité sont les principaux signes d'une charge mentale trop importante. Cette accumulation peut avoir des répercussions graves[2]. 87% des Français estiment que ce phénomène peut être à l'origine du burn out, 90% expriment un risque d'agressivité au sein des couples et des familles, 82% comme cause de déprime.
Mais l'impact est également socio-économique : la charge mentale domestique perpétue les inégalités sur le marché de l'emploi car elle confine les femmes dans un rôle qui les responsabilise sur le plan familial au détriment de leur carrière professionnelle. Ce n'est pas sans raison que le travail à temps partiel reste majoritairement féminin ; ou que les femmes parviennent rarement à percer le plafond de verre dans la hiérarchie des entreprises. D'autant que le phénomène de charge mentale domestique principalement subi par les femmes a tendance à se prolonger dans le milieu professionnel. Ce sont souvent elles qui endossent la majorité des

tâches organisationnelles, même si celles-ci ne sont pas au centre de leur fonction : réserver les salles de réunion, faire le café, ne pas oublier les anniversaires, garder la cuisine propre, gérer les plannings, etc. Cette responsabilité invisible et non reconnue se fait au détriment du travail assigné et affecte la motivation : la journée est passée et on a l'impression d'avoir fait mille choses, mais sans avoir avancé dans son travail. Et rebelote à la maison…

Inégales face à la charge mentale

La majorité des femmes qui vivent la charge mentale au quotidien sont confrontées à un dilemme permanent : soit elles continuent à exiger de leur partenaire une participation aux tâches et un partage égalitaire de la charge mentale, au risque d'être dans la confrontation permanente, soit elles baissent les bras pour ne pas attiser les conflits et continuent à subir la charge mentale et physique sans broncher, avec des risques pour l'équilibre personnel et familial.

La solution résiderait-elle uniquement dans une modification des comportements individuels des femmes, jugées responsables de prendre trop de place dans la sphère familiale et responsables d'avoir « infantilisé » les hommes ? Doivent-elles aller chez le psy, suivre des cours de yoga ou suivre les conseils de coachs qui exploitent de plus en plus ce phénomène pour en faire leur business ?

Pour la dessinatrice Emma[3], « *le système dans lequel on vit s'appuie sur ces rapports hiérarchiques : on ne peut pas remettre en cause le sexisme subi par toutes les femmes sans remettre en cause le système qui le porte. Pour moi, il n'y a pas de solution dans le système capitaliste actuel. Les gens des classes supérieures et moyennes tiennent le coup parce qu'ils peuvent s'appuyer sur des gens plus précaires, pour se faire livrer de la nourriture, pour se faire conduire, etc. On s'appuie sur des gens plus maltraités que nous pour supporter le fait d'être maltraités à notre tour. Ça ne peut pas marcher* ».

Après les enfants, les parents

Si on dépasse le phénomène « Emma », la charge mentale est cependant loin de toucher uniquement les femmes jeunes avec enfants. Lorsque leurs propres parents vieillissent, les femmes de plus de 50 ans sont davantage amenées que les hommes à prendre soin d'eux et à devoir ainsi supporter la charge mentale d'un second ménage, bien souvent cumulé avec une activité professionnelle revêtant elle aussi un caractère émotionnel plus important que celle des hommes. En effet, une analyse de la FTU[4] montre que la capacité de résistance au stress diminue avec l'âge selon les métiers exercés et que « *le travail comportant une charge émotionnelle importante peut également être un facteur de pénibilité. Ce « travail émotionnel » caractérise les activités en lien avec des personnes (patients, étudiants, usagers, etc.) ou des situations particulières qui mobilisent les émotions (faire face à des clients fâchés, devoir cacher ses sentiments, être confronté à la souffrance, etc.). Le travail émotionnel est plus fréquent dans les emplois féminins, ce qui est une conséquence logique de la ségrégation sexuée dans les métiers du « care*[5] ». Les auteurs constatent également que, quel que soit l'âge, les tâches domestiques et les soins restent majoritairement le lot des femmes. Et la charge de parents ou de proches âgés ou handicapés concerne 9% des salariées contre seulement 3% des salariés.

D'un bout à l'autre du cycle de la vie, les femmes assument donc une charge mentale difficilement mesurable dans les statistiques, mais qu'elles seraient ravies de partager davantage avec leurs conjoints, et qui nécessiterait une prise en considération plus sérieuse des pouvoirs publics. Des mesures qui viseraient notamment l'aménagement du temps de travail, un décloisonnement des professions, un soutien plus important à la petite enfance et aux soins des personnes âgées.

Comme le confirme Emma[6], « *il faut remettre en cause les institutions pour améliorer notre quotidien, sinon on va devoir se battre contre nos conjoints, et nos filles devront le faire à leur tour, etc. C'est le cadre qu'il faut changer. Ce discours-là ne parle pas trop. Pour changer le cadre, il faut militer. Quand je parle du cadre, des institutions, il y en a plein qui me disent :* "Ah, je préfère quand tu ne fais pas de politique… Et moi, j'essaie de dire que le panier à linge est politique. La chaussette qui traîne est politique : elle nous empêche de nous émanciper" ».

Monique Van Dieren

1. Citée par Emilie Tôn, le 10/05/2017 dans *L'Express/L'Expansion* (France)
2. Enquête IPSOS-O_2 « Les Français et la charge mentale », février 2018
3. Interrogée par Véronique Laurent dans la revue *Axelle* n°207, mars 2018
4. Patricia Vendramin et Gérard Valenduc, article publié dans *Hesamag* n°10, 2014
5. Services aux personnes
6. Interrogée par Véronique Laurent dans la revue *Axelle* n°207, mars 2018

UNE CHARGE PHYSIQUE ÉGALEMENT INÉGALE

Outre la charge mentale parfois lourde à supporter, les statistiques sur l'occupation des temps consacrés aux tâches ménagères montrent que les inégalités hommes-femmes persistent malgré la mode des « nouveaux pères ».

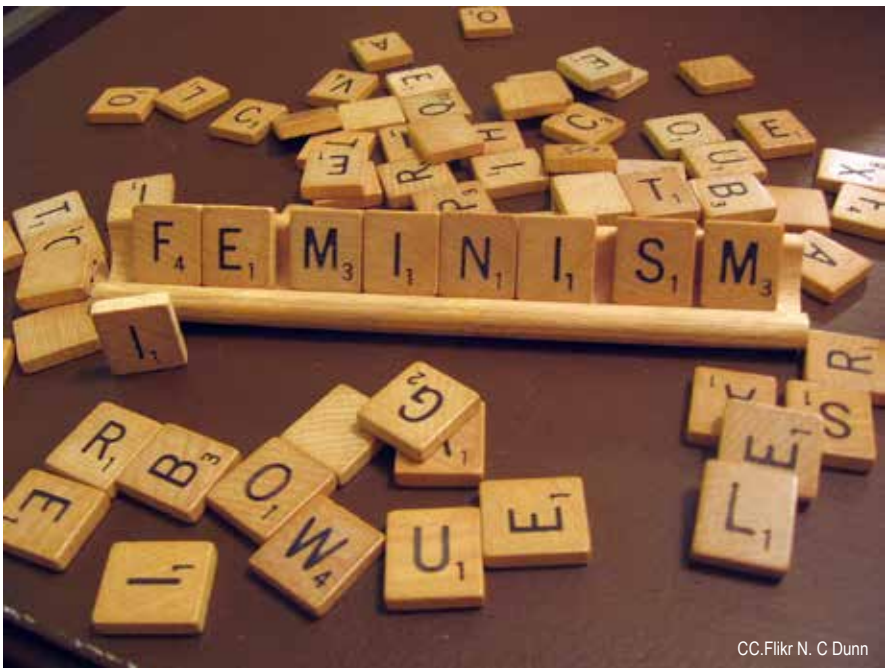
En 2015, les femmes consacraient encore 4h30 par semaine à la cuisine contre deux heures chez les hommes. Concrètement, 44% des femmes cuisinent cinq jours par semaine contre 17% des hommes. Un tiers ne cuisine jamais[1].

Partout dans le monde, le temps de travail non rémunéré des femmes est nettement plus important que celui des hommes. Et quand on totalise le travail rémunéré et non rémunéré, les femmes travaillent plus que les hommes partout.

C'est en Europe occidentale et en Amérique du Nord, que les hommes consacrent le plus de temps aux tâches domestiques. Mais même chez nous, le chemin vers l'égalité est encore long. Toutes tâches confondues, les femmes travaillent en moyenne 7,2 heures par jour (contre 6,5 heures pour les hommes), et moins de la moitié de ce temps fait l'objet d'une rétribution[2].

1. Le Vif, 11/4/19
2. Pauline Pellissier sur *Grazia.fr* 1/6/18

LE MASCULIN N'EST PAS NEUTRE



CC.Flikr N. C Dunn

"Le masculin l'emporte" disent les règles de grammaire. Mais est-ce juste une question de grammaire ? Doit-on considérer que le langage est un domaine bien à part, sans véritable lien avec le sexisme et le rapport de domination subi par les femmes dans nos sociétés patriarcales ?

Notre façon de parler est-elle neutre ? Non, trois fois non. On ne va pas faire semblant que cet article explore une question ouverte. Notre langue est grammaticalement et socialement masculine. Et ce n'est pas parce qu'il est compliqué de modifier les pratiques et les règles qu'il ne faut pas le faire.

Petites expressions anodines injustifiables

Avant même de parler de grammaire, on peut observer dans le langage courant des tas d'expressions qui véhiculent des clichés d'un autre temps. Quelques exemples : le "panier de la ménagère", un "garçon manqué", une "fée du logis", "faire sa fillette", l'école "maternelle", le "sexe faible", se comporter comme une "femmelette", agir "en bon père de famille", etc. Mine de rien, ces expressions impriment dans l'imaginaire culturel des stéréotypes réactionnaires : le ménage domestique serait l'affaire des femmes, il y aurait une seule façon d'être une fille, les mamans s'occuperaient naturellement des tout-petits, les femmes seraient fragiles et les hommes solides, et ainsi de suite. Une bonne manière de mesurer la charge de ces expressions consiste à les inverser[1] : dirait-on d'un garçon qu'il est une "fille manquée" ou un "magicien du logis" ? Pourquoi ne dit-on pas l'école "paternelle" ?

Toute tentative de justifier l'usage d'expressions patriarcales revient à banaliser, voire à défendre le patriarcat structurel de la société occidentale. Reste alors, pour de nombreuses personnes, la relativisation. En somme, "*ce sont des expressions sexistes, mais c'est bien normal. C'est le langage courant quoi. Et puis ce sont des détails. Alors, on les entend dans la rue, dans la bouche d'inconnus ou d'amis. Tranquille*[2]." Dans la plupart des cas, rétorquera-t-on, l'intention n'est pas malveillante. "Je ne le fais pas exprès" en quelque sorte. Cet argument est peu convaincant. Quand on marche sur le pied de quelqu'un, même si l'intention n'était pas malveillante, on dit pardon, on redouble d'attention et on ne se dit pas que c'est normal de marcher sur les pieds des gens. Quand on véhicule un stéréotype sexiste sans en avoir l'intention, ne devrait-il pas en être de même, au minimum ?

L'insulte, fabrique de stéréotypes

Laurence Rosier, linguiste à l'Université Libre de Bruxelles, a consacré un ouvrage ainsi qu'une exposition aux insultes faites aux femmes. Intitulée "*Salope ! Et autres noms d'oiselles*", cette exposition est centrée sur quelques célèbres "insultées" : Marie-Antoinette, Georges Sand, Margaret Thatcher, Christiane Taubira, Nabilla… Scientifique, historique et didactique, l'expo incite à s'interroger. Les insultes faites aux femmes ont souvent une connotation distincte de leur équivalent masculin. "Salaud" et "salope", par exemple, ne disent pas la même chose. "*Il y a derrière tout un travail sur le poids des mots,* explique Laurence Rosier. *Les jeunes utilisent ces*

mots de manière courante et disent eux-mêmes qu'ils ne sont pas méchants. Pourtant, certains les touchent très fort. Il y a une réflexion à faire sur leur poids et sur les stéréotypes qu'ils véhiculent[3]." Autre exemple donné par la linguiste : "Fils de pute". Bien que destinée aux hommes, cette insulte dégrade pourtant une femme.

Irrité·e par l'écriture inclusive ?

L'écriture inclusive, ou rédaction épicène, est l'ensemble des pratiques ou des règles dont le but est d'éviter une discrimination induite par le langage. Elle comprend, entre autres :

- La féminisation des fonctions, métiers et titres : autrice, cheffe, commandante, etc.
- L'utilisation d'expressions neutres : "Droits humains" et non "Droits-de-l'Homme", par exemple.
- Le doublement des formes grammaticales : "celles et ceux", "elles et ils", etc.
- L'utilisation du point milieu : "les éventuel·le·s absent·e·s"...

Le premier - et le seul - livre entièrement rédigé en écriture inclusive que j'aie lu à ce jour porte sur Donald Trump. Tout un symbole. Son auteur, Daniel Tanuro, s'en justifie dans son introduction : « *La langue est une construction sociale. La règle qui veut que le masculin l'emporte n'est pas inscrite dans une science académique intouchable mais dans des rapports d'oppression que la grammaire contribue à reproduire. Face au machisme décomplexé et arrogant qu'incarne Donald Trump, face à l'exacerbation de la violence structurelle contre les femmes et aux luttes de celles-ci pour leurs droits, j'ai choisi de me rallier à l'écriture inclusive*[4]. » Il va même très loin dans la rédaction, en utilisant des nouveaux mots, non genrés, créés pour simplifier la lecture : "celleux" remplace "celles et ceux", "iels" remplace "elles et ils"...

L'Académie française a adopté un rapport sur la féminisation des noms de métiers et fonctions le 28 février 2019. Les autres aspects, en particulier l'utilisation des points milieu, demeurent très polémiques. Ces points rendraient les textes illisibles selon certains. L'écriture inclusive serait un "attentat à la mémoire elle-même" a affirmé le philosophe Raphaël Enthoven. Rien que ça.

Pourtant les mots agissent ...

Je vous fais un aveu : moi aussi j'avais plutôt tendance à considérer l'écriture inclusive comme une complication inutile et injustifiée. Du coup, je comprends celleux qui pensent cela. Mais j'ai changé d'avis parce que j'ai fini par me poser la seule question pertinente à ce sujet, bien plus essentielle que la lisibilité ou l'élégance : est-ce que le langage a une influence sur les représentations ? S'il n'en avait pas, le débat aurait été clos. Sauf qu'évidemment, la réponse est oui. La langue n'est pas une convention neutre qui reflèterait une réalité extérieure. En parlant, on découpe le monde, les choses et les gens en catégories, on les organise, on les hiérarchise.

Le langage est vecteur d'idéologie. Voici un exemple commenté par la professeure de littérature Éliane Viennot, à partir d'un sondage de Louis Harris : "*quand on demande aux gens de citer « deux présentateurs du journal télévisé », ou « deux présentateurs ou présentatrices du journal télévisé » ou « deux personnes présentant le journal télévisé », ils nomment deux fois plus de femmes dans le second cas que dans le premier, et trois fois plus dans le troisième. Les mots employés guident la pensée. Dans le cas de la règle, c'est bien plus que des mots qui guident inconsciemment. La formule dit très clairement que le masculin est plus fort que le féminin, et son application le démontre : un dé à coudre vaut plus qu'une présidente de la république, puisqu'on doit dire « qu'ils figurent sur la photo ». C'est d'une violence symbolique inouïe - dont pratiquement tout le monde se satisfaisait jusqu'ici*[5]."

... et les langues évoluent

Petites expressions du quotidien, insultes, règles de grammaire… à tous les niveaux, le langage installe ou conforte des représentations qui invisibilisent ou dévalorisent les femmes. La tradition, les habitudes ou la lisibilité ne sont, en aucune manière, des contre-arguments de même valeur. Les langues ont toujours évolué, c'est dans leur nature. Alors même si cela choque certain·e·s écrivain·e·s et certain·e·s académicien·ne·s, il est souhaitable qu'elles continuent de le faire. Lentement peut-être, mais sûrement.

Guillaume Lohest

1. Renée Greusart, « Avoir des couilles » : top 10 des expressions sexistes banalisées, LObs, 22 septembre 2012.
2. Idem
3. Expo « SALOPE !… et autres noms d'oiselles » à l'ULB : « L'insulte n'a jamais été aussi présente qu'aujourd'hui », *L'Avenir*, 12 novembre 2015.
4. Daniel Tanuro, *Le moment Trump*, Demopolis, 2018.
5. "Le combat féministe passe par les mots", Interview d'Eliane Viennot par Francine Sporenda sur le *Blog de Christine Delphy*, 27 janvier 2018.

PAS CONVAINCU·E ?

Tentez de résoudre l'énigme suivante : « *Un enfant de treize ans est en voiture avec son père quand ils ont un accident. L'ambulance vient les chercher, et le père meurt pendant le trajet. L'enfant est transporté à l'hôpital. Le meilleur médecin de l'hôpital entre dans la salle d'opération, voit l'enfant et s'exclame : "Mais je ne peux pas l'opérer, c'est mon fils !" Comment est-ce possible?* ».

Vous ne trouvez pas la réponse ? Voici l'explication de la philosophe Mona Gérardin-Laverge : "*Rares sont les personnes qui vont imaginer que le médecin peut être la mère du garçon. Cet exemple (...) montre que la prétendue neutralité et universalité du genre masculin (...) n'est pas vraie. Quand on utilise le masculin, on véhicule et on produit généralement une représentation qui est celle d'un être humain genré.*" Elle poursuit : "*(...) le langage participe à construire les stéréotypes sexistes qu'il semble simplement refléter, d'une multitude de manières : par l'existence de certaines catégories et de certains concepts, par les nominations, les adresses et les injures, par la place accordée aux personnes dans une interaction langagière*[1]."

1. Mona Gérardin-Laverge, « Performativité du langage et empowerment féministe », Philonsorbonne [En ligne], 11 | 2017, mis en ligne le 16 janvier 2017, consulté le 12 juin 2019.

Sommaire

Courants féministes

Les racines du feminisme contemporain 3

Le mouvement féministe est un mouvement social qui lutte collectivement contre les discriminations faites aux femmes, qui vise à instaurer l'égalité entre les hommes et les femmes et à garantir leur émancipation et autonomie. La méthode pour atteindre ce but diverge selon les composantes du mouvement.

Violences

L'engrenage infernal 6

Comme dans un engrenage infernal, les multiples formes de violences s'articulent. Ces violences relèvent toutes d'un même mécanisme de pouvoir qui permet de maintenir les privilèges des hommes au détriment des droits, de l'intégrité et de l'autonomie des femmes.

Interview

Pour la libération de toutes les femmes 8

Seyma Gelen, fondatrice du collectif féministe Kahina en appelle à un féminisme tolérant. Elle plaide pour un féminisme décolonial, une ouverture d'esprit et une libération de toutes les femmes sans exception. Que toutes soient prises au sérieux, aient accès à la parole, soient entendues. Entretien.

Corps

Un jour le sang a coulé... 13

Harcèlement de rue, harcèlement sexuel, droit à l'avortement remis en question, (re)définition du consentement... Le corps des femmes revient sur le devant de la scène et conduit ces dernières à se réapproprier un corps trop souvent déformé, malmené, contenu dans le regard des autres.

Charge mentale

La chaussette qui traîne est politique 16

La charge mentale est un sentiment diffus partagé par une grande majorité des femmes d'être toujours débordées et de devoir être seules à penser à tout dans la gestion quotidienne du ménage. Une charge mentale qui s'ajoute à celle bien mesurable de l'inégale répartition du temps consacré aux tâches ménagères et parentales.

Langue française

Le masculin n'est pas neutre 18

Le masculin l'emporte" disent les règles de grammaire. Mais est-ce juste une question de grammaire ? Doit-on considérer que le langage est un domaine bien à part, sans véritable lien avec le sexisme et le rapport de domination subi par les femmes dans nos sociétés patriarcales ?

Nos derniers Contrastes

Notre prochain Contrastes

ISI informatique
Wallonie
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Digitec SOLUTION